

gouvernement proposera un programme de recyclage ou de réinstallation. Le gouvernement n'a pas pris d'engagement dans ce sens, mais il devrait le faire. Le comité parlementaire recommande vivement au premier ministre d'annoncer ce programme avant de signer l'accord.

M. Crosbie: Monsieur le Président, les propos du député sont passionnants. Malgré le caractère particulier du débat, des députés ont déjà accepté de répondre à des questions. Je voudrais donc en poser une au député.

Que pense-t-il du mémoire que Gerald A. Regan a présenté au comité des Communes chargé d'étudier les négociations commerciales le 3 décembre? A la page 9 de ce mémoire, on lit ceci:

Quant aux arguments voulant que le Canada perde sa culture, sa souveraineté ou son régime de protection sociale à cause de cet accord, ils ne tiennent tout simplement pas debout.

Voilà l'opinion de l'ancien ministre libéral du Commerce extérieur sous un ancien premier ministre, un certain Trudeau. Il a essayé de négocier le libre-échange avec les États-Unis secteur par secteur, et il n'a eu aucun résultat. Il a qualifié la proposition du député de «totalement farfelue».

Dans la même page, M. Regan déclare ce qui suit:

Cette plus grande dépendance face au marché américain n'a pas miné notre système de sécurité sociale, en fait, pendant ces années, ce système a été amélioré par l'expansion du régime d'assurance-chômage, l'élimination de la surfacturation des services médicaux et d'autres mesures encore.

J'aimerais connaître l'opinion du député sur la déclaration de la page 12 du mémoire de Gerry Regan, ancien premier ministre de la Nouvelle-Écosse, donc pas un néophyte ni, contrairement au député, un simple membre sans envergure du parti libéral du Canada. Il déclarait:

La meilleure assurance pour notre souveraineté et notre culture est le maintien d'une économie forte. Le libre-échange, en assurant au Canada un accès au plus grand marché de la planète, nous donne une possibilité de renforcer notre économie que nous envient tous les autres pays.

Ces déclarations sont celles d'un ancien ministre du Commerce extérieur. Je passe sous silence beaucoup d'autres renseignements très instructifs pour aller tout de suite à la page 15. Au sujet de la Nouvelle-Écosse, le même libéral réputé que le député et les voisins de banquette du chef du parti libéral qualifient de rebelle, déclarait:

Avec l'élimination des barrières, la province pourra entrer dans une nouvelle ère de développement économique.

Cette déclaration a été faite par un homme qui a été premier ministre de la Nouvelle-Écosse pendant huit ans et non pas un petit écervelé d'un obscur recoin du parti libéral du Canada et Dieu sait qu'il y en a dans ce parti. Peut-être les écervelés du parti libéral se sentent-ils menacés par cet accord?

Le libre-échange

M. Regan a également déclaré:

Un bon accord de libre-échange peut être le programme de développement régional le plus efficace que ce pays puisse avoir et il pourrait nous amener à voir le jour où les paiements de transfert ne seront plus nécessaires.

Le député a-t-il compris cela. M. Regan a affirmé que ce pouvait être le programme de développement régional le plus efficace pour notre pays.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Enfin, le député pourrait-il nous dire ce qu'il pense de la conclusion du discours de M. Regan devant le comité de la Chambre des communes, alors qu'il a déclaré:

J'ai cherché à souligner que la suppression des droits ne menace en rien notre culture ou notre souveraineté et que le libre-échange pourrait être une occasion en or pour cette région du pays.

Que dira le député aux habitants de la région de Gerry Regan, lorsqu'il ira là-bas leur expliquer qu'il est contre cette occasion en or dont parle Gerry Regan pour sa région, la Nouvelle-Écosse? Qu'en pense-t-il?

M. Allmand: Monsieur le Président, j'étais avec le comité, à Halifax, lorsque M. Regan a fait cette déclaration. Le député m'a demandé ce que j'en pensais, et je tiens à lui dire: pas grand-chose. Bien entendu, M. Regan est une charmante personne. Nous l'aimons tous. C'est un ancien ministre libéral, mais en même temps, j'ai parlé de la déclaration de l'honorable Eric Kierans qui, à mon avis, est mieux placé...

● (1040)

Des voix: Oh, oh!

M. Allmand: Eh bien, les Canadiens devront en juger. Permettez-moi de dire ceci au député. A la suite de ses observations, l'honorable Gerry Regan s'est fait poser une question par le député de Cape Breton-Richmond-Est, M. Dingwall—il représente la région en question, sauf erreur.

Des voix: Oh, oh!

M. Holtmann: Il est membre de votre parti.

M. Allmand: Nos vis-à-vis trouvent cela drôle. J'ai abordé la question de façon sérieuse ce matin, mais mes collègues d'en face s'en désintéressent.

Le député a donc posé à M. Regan la question suivante: «En tant qu'ancien premier ministre de la province et ministre fédéral important de la Nouvelle-Écosse, avez-vous examiné les conséquences de cet accord pour la province, en ce qui a trait aux programmes de développement régional»? Ce sur quoi M. Regan a répondu: «Non, je ne l'ai pas fait».